

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 3 décembre 2012

Les menteurs

« Le gouvernement nous a menti tout au long... « Traîtres »... « On est écœurés. Montebourg doit partir, il a baissé sa culotte ! »... « On peut être le cauchemar de ce gouvernement comme on a été celui de Sarkozy »... « Le combat va monter en intensité. S'il faut cracher du feu dans la vallée, pour sauver les hauts-fourneaux, on le fera »...

Voilà comment s'exprimaient vendredi soir la colère et l'écœurement des ouvriers de Florange, suite à la déclaration du premier ministre qui désavouait publiquement les promesses d'Arnaud Montebourg.

Donc ni nationalisation, même provisoire, ni cession du site de Florange à un repreneur... introuvable.

A la place, l'acceptation par le gouvernement des conditions de Mittal, enrobées d'un vague lot de consolation : « *reclassement* » de 630 salariés, mais toujours un plan de suppressions d'emplois avec « *départs volontaires* », cette nouvelle arnaque juridique pour déguiser les licenciements ; rien pour les intérimaires et ceux de la sous-traitance ; pas de remplacements de postes pour les départs en retraite. Sans compter, dimanche dernier, cette fuite venant de la direction annonçant l'extinction programmée des hauts fourneaux, qui a fait redoubler la colère d'Edouard Martin, le délégué CFDT de Florange, accusant l'Etat de « haute trahison ».

Sous Hollande, comme Sarkozy

En 2008, Sarkozy avait promis : « *Avec ou sans Mittal, l'Etat investira à Gandrange* ». Un an plus tard, l'usine Arcelor de Gandrange fermait, laissant 600 travailleurs sur le carreau. Aujourd'hui, le gouvernement se partage les rôles : le bonimenteur Montebourg apporte des croissants aux ouvriers de Florange qui campent devant Bercy, et Ayrault s'arrange avec Mittal, qui se dit très satisfait de l'accord passé avec le gouvernement ! Comme hier, la bonne vieille méthode d'enfumage : agiter un leurre comme celui d'une « nationalisation » (provisoire !), en fait un rachat partiel à prix d'or d'une entreprise par l'Etat, qui ne s'engage même pas à maintenir l'emploi. Alors que la seule méthode efficace à l'encontre d'un patron voyou dont la fortune personnelle s'élève à 16 milliards de dollars et qui s'est servi l'an dernier 2,3 milliards d'euros de dividendes, serait la confiscation pure et simple de l'entreprise, et sans indemnités, sous contrôle des salariés.

Menteurs... et maîtres chanteurs

Un peu partout des patrons voyous, d'ici ou d'ailleurs, ferment des usines ou annoncent des licenciements. Comme à PSA, avec la famille Peugeot !

Dans le même temps, on nous fait le chantage à l'emploi sous couvert « *d'accords de compétitivité* », comme chez Renault, ou en menaçant de renoncer à des investissements, comme chez Arkema. Le tout pour flexibiliser et précariser l'emploi, baisser les salaires, augmenter la charge de travail ou imposer du chômage partiel, tout en facilitant les licenciements par une remise en cause du Code du travail. Autant de reculs que le gouvernement voudrait généraliser et faire avaler aux confédérations syndicales, qui se prêtent au jeu truqué du « dialogue social ».

Florange, PSA, SFR, Sanofi, Arkema... et tous les autres, dans le privé comme dans le public, même combat !

Les réactions d'amertume des ouvriers sidérurgistes de Florange qui se sentent « trahis » rejoignent, dans une même colère, celles de tous les autres salariés confrontés aux mêmes mensonges, aux mêmes chantages, aux mêmes plans de casse de l'emploi, dans le secteur privé comme dans le secteur public. Un peu partout en France, des salariés luttent pour les salaires ou contre les suppressions d'effectifs ; d'autres se battent le dos au mur pour empêcher la fermeture de leur entreprise. Ce n'est qu'en nous unissant tous ensemble dans un puissant mouvement de lutte dépassant le cadre d'une seule entreprise que nous pourrions imposer nos exigences. On voudra bien alors apporter quelques croissants à des patrons se concertant en urgence avec leurs sous-fifres ministériels, contraints de lâcher une partie de leurs milliards de dividendes... en faveur des salariés cette fois.

Speed dating... for cutting...

Pour ceux qui avaient émis des vœux pour changer de poste lors des derniers entretiens le piège se referme. La direction les ressort pour envoyer les heureux élus au pôle emploi DCTC. Mobilités au volontariat dites-vous ? Pour les boîtes qui démarchent, ça devient adopte-un-PSA.com...

Enfin pas pour tous, parce qu'il y a les indésirables dont les services voudraient bien se débarrasser et les autres qu'il ne faudrait surtout pas lâcher. Il y a comme qui dirait du tri sélectif dans la compétence. À l'orée de 2013 il faudrait respecter les budgets et – projets ou pas – tailler dans les effectifs. Près de 230 pour La Garenne. Pas question de laisser faire : *together for lutting* !

Prestation allégée à 0%

Objectif zéro prestataires pour fin 2013... dès janvier ! Ils partiront soit en externalisation géographique, soit par pure et simple rupture de contrat. 200 à La Garenne, y compris parmi ceux qui ne sont déjà plus sur site. En voilà des postes vacants... ou supprimés !

Résultat : surcharge pour les uns et pour les autres, ouvertures des postes aux intéressés à conditions que leurs chefs les laissent partir. Temps de recouvrement pour le poste ? Formation de trois semaines avec au mieux un mois sous tutelle pour un nouveau métier. Le tout au « forçariat » bien sûr, avec obligation d'adaptation en temps record, mais quand même refus de poste sous prétexte de manque de qualifications.

Une « baisse de charges » ? Pour qui ? La direction ? Mais pas pour ceux qui bossent en tout cas !

Encore une nouvelle raison d'exiger l'embauche de tous les prestataires qui le souhaitent et des dizaines de postes pour remplacer les départs et pallier à la surcharge.

La direction n'est pas pressée ? Nous non plus...

La plupart des toilettes de différents étages du G 01 sont enfin réparées. Ça faisait plusieurs mois que certaines étaient bouchées. Il ne fallait pas être malade ni enceinte ces dernières semaines, vu que la direction a pris largement son temps pour faire le nécessaire.

En même temps, ça nous permettait à nous aussi de rallonger les pauses, d'aller se promener et voir les collègues des autres bâtiments à chaque fois qu'il fallait y aller.

Ce n'est pas parce que les toilettes sont réparées, qu'on n'a pas toutes les raisons de continuer !

Nos vies valent plus que leurs profits

Le 21 décembre 2007 à Sochaux, un ouvrier de l'entreprise sous-traitante Maser mourrait écrasé sous une presse. PSA a tenté de faire porter la faute à la victime et au Conducteur d'installations mais en vain. Le 29 novembre dernier la justice a condamné PSA et Maser pour homicide involontaire.

C'est pour améliorer la productivité que la direction de PSA avait mis en place des méthodes de travail non sécurisées : le Conducteur d'installations n'avait pas le moyen de contrôler le franchissement des barrières immatérielles et manquait de visibilité sur l'ensemble des

zones dangereuses. Résultat, c'est un travailleur qui a payé de sa vie la soif de profit des patrons. C'est bel et bien un homicide, « involontaire », la formule est bien mal choisie...

La grève c'est l'arme des travailleurs

La semaine dernière, à Aulnay, les travailleurs ont fait reculer le patron. La direction avait sanctionné plusieurs collègues pour insuffisance de production. Un comble quand la boîte fait tout pour fermer l'usine le plus vite possible ! Révoltés par cette attaque de plus, les travailleurs ont démarré une grève, au ferrage puis au montage, qui a duré deux jours entiers. La direction a d'abord annulé 4 sanctions sur 5 et ce n'est que quand l'équipe du soir a rejoint la grève qu'elle s'est enfin décidée à annuler toutes les sanctions. Une victoire qui a donné le moral aux grévistes et des idées pour la suite.

Prenons nos affaires en main

Suite à leur coup d'éclat au congrès des maires le 22 novembre (une centaine de travailleurs l'avaient envahi), les salariés d'Aulnay avaient obtenu un rendez-vous au Ministère du travail la semaine suivante pour discuter des conditions de départ des plus anciens.

Sans surprise, le représentant de Sapin n'avait rien à proposer, disant que c'était à PSA de mettre la main à la poche pour payer les préretraites. En effet, c'est bien PSA qui licencie après avoir fait ses profits pendant des années sur le dos des salariés. Mais le gouvernement ne fait rien pour obliger PSA à sortir le chéquier. Il vient d'ailleurs de s'écraser devant Mittal...

Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes pour obtenir quelque chose, à Aulnay comme ailleurs. Et tous ensemble serait le mieux, Aulnay, Florange, et bien d'autres !

Peugeot qui vire, Pôle emploi qui paie

Des ex-PSA du site de Melun fermé en juin dernier remettent en cause la conformité des départs volontaires. Au 1er janvier 2007 ils étaient 700 et finissent comme par magie à 0 salarié sans aucun licenciement ni PSE ! 200 sont reclassés en interne mais 400 autres se retrouvent sur le carreau à Pôle emploi. Cela a été possible avec l'aide de certains syndicats et des pouvoirs publics qui ont avalisés l'accord GPEC d'avril 2007 qui permet de virer à des conditions bidons (promesse d'embauche, contrat de travail d'intérim...).

PSA n'est plus à une combine près pour se débarrasser des travailleurs à moindre coût et aux frais de l'Etat. Plusieurs salariés ont souhaité rejoindre un collectif, c'est une première étape pour lutter contre ces magouilles.

Merci à tous !

La collecte a permis de recueillir 186 €, de quoi faire bien des Étincelles pour dénoncer encore bien des mauvais coups que les patrons préparent, à PSA et ailleurs. À nous de préparer les discussions et la riposte nécessaire pour les faire reculer.